

✚ Espace d'expression des groupes politiques du Conseil général

DE LA GAUCHE...

Groupe communiste

Un budget 2007 pour une véritable politique de gauche

■ Le Conseil général prépare son budget pour 2007. Comme chaque année, en toute indépendance et loyauté, les conseillers généraux communistes et de la gauche partenaire contribuent à dessiner et concrétiser un budget en réponse aux besoins des habitants. Si pour le budget 2006 nous avons exprimé quelques inquiétudes, nous avons en partie été entendus comme pour les aides directes aux communes (hors reversement de la TP) qui ont été finalement plus importantes qu'en 2005. A l'inverse, le recours mesuré à un emprunt supplémentaire que nous proposons n'a pas été pris en compte alors qu'il nous semblait pourtant essentiel pour répondre aux aspirations des Isérois et des communes dans lesquelles ils vivent, et ce, dans le cadre d'une véritable politique de gauche. Pour le BP 2007, nous participons à cette élaboration afin d'aboutir à un budget dynamique et ambitieux, au-

delà des seules compétences obligatoires du Conseil général ; un repli sur nos seules obligations légales serait un véritable coup porté aux populations qui attendent beaucoup de nous. Bien entendu, nous ne faisons pas l'impasse sur l'attitude du gouvernement de droite qui, par sa réforme de la taxe professionnelle enlève pratiquement la possibilité d'augmenter la fiscalité qui pèse de plus en plus sur les familles. C'est scandaleux et c'est insupportable. Trois axes alimentent notre démarche pour l'avenir : les aides directes aux communes qui doivent être inscrites dans la durée (de 2006 à 2009) avec la volonté d'aider prioritairement les communes qui s'inscriront dans les politiques départementales ; celles qui refuseraient de jouer la carte de la solidarité seraient moins ou pas aidées. S'il faut faire des choix de gestion, aidons prioritairement là où les besoins sont les plus cruciaux pour les habitants et où

les communes sont attentives à ces besoins. Deuxième axe : le renouvellement urbain. Les événements de novembre 2005 ont confirmé qu'il s'agissait là d'une question politique majeure à prendre en compte en considérant la spécificité de chaque collectivité. Nous devons réaliser une analyse approfondie de ces réalités (agglomérations, villes, villages, centre-bourg) pour définir au plus près les aides que le Département pourra apporter. Et enfin, les actions spécifiques quotidiennes aux familles au travers d'une politique de lien social et de solidarité qu'il nous faut développer et affirmer dans l'ensemble des secteurs d'interventions du Conseil général. Au-delà de ces trois axes, notre groupe contribuera à la réaffirmation d'une politique de gauche, et plurielle. Nous sommes bien évidemment conscients que la situation est difficile, voire grave. Oui ! Il faudrait plus d'argent public qu'il

n'y en a de disponible afin de mener à bien nos projets. C'est pourquoi nous devons poser le problème en dehors de notre seule Assemblée départementale par des rencontres sur le terrain et des débats larges et ouverts. Il faut en finir avec les exonérations scandaleuses, avec une gestion nationale irrespectueuse de nos citoyens et de notre pays, avec la casse des services publics et les désengagements insupportables de l'Etat. Une autre politique sociale et anti-libérale est possible et une autre politique fiscale nécessaire, qui doivent pouvoir se répercuter sur le terrain local, dans les communes et pour les familles. L'implication du Département, au quotidien, au plus près de nos concitoyens, doit être la priorité de nos priorités. C'est dans cette démarche que le groupe communiste et de la gauche partenaire s'inscrit, sans réserve.

... A LA DROITE

Opposition départementale

L'Etat et le Conseil général doivent travailler ensemble au profit des plus fragiles de nos concitoyens

■ L'opposition du Conseil général déplore le comportement irresponsable de certains élus de l'actuelle majorité du Conseil général de l'Isère qui prétextent un désengagement en faveur des plus démunis pour justifier de difficultés budgétaires. Prétendre que la signature d'un contrat d'avenir engendre une diminution de la compensation versée par l'Etat au Département au titre du transfert du RMI ne reflète pas l'exacte réalité. L'opposition estime que certains élus seraient bien inspirés de faire preuve de modération dans leurs critiques, devenues systématiques, et

totallement stériles. En effet, le gouvernement a pris deux mesures fortes pour encourager la signature de nouveaux contrats d'avenir :

- L'abondement extralégal de 500 millions d'euros par an pendant trois ans, inscrit dans le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion afin d'aider les conseils généraux à faire face à l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI, sera réparti à 20 % dès cette année (30 % les années suivantes) en fonction de l'implication des Départements dans le plan de cohésion sociale et dans le dispositif « contrats d'avenir ».
- Le gouvernement vient d'annon-

cer qu'il a décidé de déposer un amendement au projet de loi de finances pour 2007 permettant à l'Etat de participer à l'aide forfaitaire versée à l'employeur d'un contrat d'avenir, aujourd'hui à la seule charge du Conseil général. Cette mesure sera même rétroactive puisqu'elle s'appliquera à tous les contrats d'avenir signés après le 15 octobre 2006. C'est un geste très fort. Pour l'opposition, « *l'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI est un sujet trop grave pour être en permanence source d'approximations, d'inexactitudes et de polémiques.* » Le Département

ferait mieux de continuer à faire le maximum pour la réussite du plan de cohésion sociale dont les objectifs transcendent les clivages politiques et de se considérer comme un acteur résolu du retour à l'emploi et non comme un simple « gestionnaire d'un public à insérer ». Sur le plan budgétaire, en 2006, l'Etat a consacré 79,5 milliards d'euros au soutien des collectivités territoriales et au financement de la décentralisation. A titre de comparaison, l'Etat dépense 60 milliards pour l'enseignement scolaire et 36 milliards pour la défense.